



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse cedex 1

Mulhouse, le 21/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALVANisation HILD

rue de la 5ème DB
68320 Jebnheim

Références : 0006700681_2026-05-04_GALVA-HILD_VIIC_SUivECh
Code AIOT : 0006700681

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2026 dans l'établissement GALVANisation HILD implanté rue de la 5ème DB 68320 Jebnheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre du suivi des échéances, relatives aux inspections des 29/02/2024 et 16/10/2025.

Lors de l'inspection du 29/02/2024, il avait été constaté l'inefficacité des dispositifs de confinement des eaux de ruissellement sur la voirie. Suite à ce constat, l'exploitant avait été mis en demeure par arrêté préfectoral du 20/09/2024.

Lors du contrôle du 16/10/2025, l'Inspection avait constaté l'absence de retour en conformité de l'installation, en dépit d'un changement de technique de confinement sur voirie, le nouveau dispositif ne parvenant toujours pas à assurer le confinement.

Suite à l'inspection, l'exploitant avait toutefois présenté un bon de commande correspondant à l'installation des vannes de confinement, dans un délai de 3 mois.

Au regard de ces éléments, le Préfet du Haut-Rhin a prescrit, par arrêté préfectoral du 12 février 2026, une astreinte journalière assortie d'un sursis d'exécution de 3 mois.

Compte tenu de l'installation de quatre nouvelles vannes de confinement, l'Inspection a également contrôlé le respect des prescriptions de :

- l'article 15.6 de l'arrêté préfectoral du 09/01/2002, relatif aux équipements importants pour la sécurité (IPS) et à leur entretien ;
- l'article 13 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, relatif, notamment, à l'affichage des modalités d'intervention en cas de situation accidentelle.

Référentiels réglementaires:

- arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté préfectoral du 09/01/2002,
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/09/2024,
- arrêté préfectoral portant astreinte administrative du 12/02/2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVANISATION HILD
- rue de la 5ème DB 68320 Jebsheim
- Code AIOT : 0006700681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Implantée à Jebsheim, la société GALVA HILD est spécialisée dans le traitement de métaux par galvanisation à chaud.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en œuvre du confinement	AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 5	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
2	Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 15.6	Sans objet
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence un retour à la conformité des installations de l'exploitant vis à vis des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 20/09/2024 ainsi que la conformité aux prescriptions contrôlées des articles 13 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 et 15.6 de l'arrêté préfectoral du 09/01/2002.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en œuvre du confinement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 5
Thème(s) : Autre, Mise en œuvre du confinement
Prescription contrôlée : Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 : <i>« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...] Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »</i>
Constats : L'objectif de ce point de contrôle est de vérifier que les eaux de ruissellement sur voirie peuvent être confinées en cas d'incendie. Pour information, le confinement des eaux de ruissellement en toiture ainsi que les eaux d'extinction collectées à l'intérieur du bâtiment ont été contrôlés lors de la précédente inspection. Au cours des contrôles des 29 février 2024 et 16 octobre 2025, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en œuvre son dispositif de confinement des eaux de ruissellement sur les voiries avant de les mettre en eau. Lors de ces deux visites, l'Inspection avait constaté l'inefficacité de ces dispositifs en dépit d'un changement de technologie (tampon en fonte puis tapis d'étanchéité). Au regard de ces constats, l'exploitant avait été mis en demeure par arrêté préfectoral du 20 septembre 2024, puis rendu redevable d'une astreinte administrative d'un montant journalier de cent euros par arrêté préfectoral du 12 février 2026. Considérant que l'exploitant a transmis en date du 7 janvier 2026 un devis signé correspondant à l'installation de vannes destinées au confinement des eaux d'extinction, cette astreinte a été assortie d'un délai d'exécution de 3 mois à compter de la date de notification (16 février 2026). En introduction du présent contrôle, l'exploitant a présenté, à l'appui du plan de ses réseaux, les modifications réalisées sur son site (installation de 4 vannes) afin d'assurer le confinement des eaux de ruissellement sur la voirie. Après analyse de la localisation des vannes et du fonctionnement hydraulique de l'installation, l'Inspection considère que dorénavant l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie peuvent être confinées. Lors de la visite sur site, l'Inspection a contrôlé par échantillonnage le bon fonctionnement des vannes : <ul style="list-style-type: none">• V2, située au nord-ouest du bâtiment ;• « Vanne à volant », située au sud-est du bâtiment. Dans le cadre de ce contrôle, l'Inspection a demandé à l'exploitant de fermer ces deux vannes

puis de mettre en pression les canalisations situées en amont jusqu'à ce que l'eau retenue affleure le niveau de la voirie. L'Inspection a ainsi visuellement vérifié le maintien du niveau d'eau en amont de ces deux vannes, entre 14h24 et 15h05 (vanne V2) et entre 14h27 et 15h11 (vanne à volant).

Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives requises pour se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

N° 2 : Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 15.6

Thème(s) : Autre, Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

Prescription contrôlée :

« L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement les placerait en situation dangereuse ou susceptible de le devenir, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle. [...] Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites. »

Constats :

Suite à la modification de son dispositif de confinement, l'exploitant a présenté à l'Inspection sa liste à jour des Équipements et Paramètres de Fonctionnement Importants pour la Sécurité (IPS) présents sur son installation. Après analyse, il est constaté la présence dans cette liste des 4 nouvelles vannes dédiées au confinement du site.

L'exploitant a également présenté à l'Inspection :

- la version à jour de sa procédure de maintenance et de contrôle périodique des dispositifs d'obturation des évacuations des eaux du site ;
- la documentation technique des robinets-vannes mis en œuvre ;
- le registre de suivi des opérations de contrôle et de maintenance des dispositifs de confinement.

Maintenance des vannes

L'Inspection constate que la documentation technique du fabricant des vannes mentionne que ses équipements ne nécessitent aucun entretien particulier. Le fabricant recommande toutefois une ouverture/fermeture à minima annuelle.

A l'analyse des documents présentés, il est constaté que cette ouverture/fermeture annuelle de chaque vanne est prescrite dans la procédure de suivi des opérations de contrôle et de maintenance des dispositifs de confinement. Après analyse du registre, il est constaté que cette opération a été réalisée en mars 2026 lors de l'installation des vannes ainsi que le 29 avril 2026.

Contrôle des vannes

L'Inspection constate que la procédure de maintenance et de contrôle de l'exploitant fait état d'une montée/descente des 4 vannes à une fréquence annuelle ainsi que d'un test d'étanchéité

des 4 vannes tous les 2 ans. Au regard du registre présenté par l'exploitant, ces opérations de contrôle ont été réalisées le 29 avril 2026.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13

Thème(s) : Autre, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

« Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :

- [...]
- les modalités d'intervention en cas de situations [...] accidentelles ; [...] "

Constats :

Au cours de la visite sur site, il a été constaté l'affichage des consignes de sécurité à tenir en cas d'incendie ainsi que de la procédure de mise en œuvre du confinement hydraulique du site, au sein du bureau du responsable HQE de l'entreprise.

L'Inspection a toutefois constaté que la procédure affichée n'était pas à jour et n'intégrait notamment pas la mise en œuvre des nouvelles vannes.

Suite au contrôle, l'exploitant a transmis sa procédure de mise en œuvre du confinement à jour. Il est constaté que celle-ci détaille la mise en œuvre des 4 vannes et notamment les sens de manœuvre, la localisation des clefs de commande sur un plan ainsi qu'une estimation du temps de manœuvre.

L'exploitant a également transmis des éléments photographiques justifiant le bon affichage de cette procédure à jour au sein de son atelier.

Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite